

PRÉFECTURE DE LA CHARENTE

SERVICE DE COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
Bureau de l'environnement

Arrêté

portant nomination des membres du comité local d'information et de concertation concernant l'unité de vieillissement d'eaux de vie de cognac exploitée par la société JAS HENNESSY sur les communes de Cognac et Cherves-Richemont.

Le Préfet de la Charente, Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L 125-2 du code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la circulaire du 26 avril 2005 du ministre de l'écologie et du développement durable d'application du décret n° 2005-82 ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 15 mai 1974, 17 juillet 1983, 25 juin 1985, 2 mars 1989, 31 juillet 2003, 17 novembre 2004, 5 avril 2005, et 5 décembre 2005 autorisant la société JAS HENNESSY à exploiter une distillerie et des chais de stockage d'alcool de bouche sur le site de « Bagnolet » sur les communes de Cognac et Cherves-Richemont ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2006 modifié le 13 octobre 2008 et le 20 octobre 2008 portant création d'un comité local d'information et de concertation pour l'unité de vieillissement d'eaux de vie de cognac exploitée par la société JAS HENNESSY sur les communes de Cognac et Cherves-Richemont ;

Considérant qu'aucun membre ne s'est porté candidat pour assurer la présidence du comité local d'information et de concertation lors de sa réunion de réinstallation du 23 octobre 2008 et qu'à défaut cette fonction revient au préfet ou à son représentant ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1^{er}

Un comité local d'information et de concertation (CLIC) est créé pour la société JAS HENNESSY exploitant sur les communes de Cognac et Cherves-Richemont, une unité de vieillissement d'eaux-de-vie de cognac relevant du seuil d'autorisation avec servitudes d'utilité publique (Seveso AS).

Article 2

Le comité est composé des membres suivants ou de leurs représentants, répartis en cinq collèges :

- Collège "administration" :

Monsieur le Préfet de la Charente,
Monsieur le Chef de Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
Monsieur le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
Monsieur l'Inspecteur du travail.

- Collège "collectivités territoriales" :

Madame Marie-Laure CANO, conseillère municipale de Cognac,
Monsieur Jean-Louis ETourneau, conseiller municipal de Cherves-Richemont,

Monsieur Patrick BOMPOINT, conseiller municipal de Cognac,
Monsieur Michel TIRACCI, conseil municipal de Chateaubernard, représentant la communauté de communes de Cognac,

Monsieur Robert RICHARD, Conseiller Général,
Monsieur Michel GOURINCHAS, Conseiller Régional.

- Collège "exploitant" :

Monsieur Alain BARBOTEAU, responsable Sécurité,
Madame Sophie GOURBAT, responsable environnement et sécurité alimentaire,
Monsieur Jean SIGOILLOT, responsable Ingénierie/Maintenance.

- Collège "riverains" :

Monsieur le Président de l'association Charente Nature,
Madame Magalie PLANTET, titulaire,
Madame Claudine PREVOTEAU, suppléante, représentant l'Union Fédérale des Consommateurs « Que choisir »,

Monsieur Michel BUJARD domicilié à Cherves-Richemont.

- Collège "salariés" :
Monsieur Dominique AUMONT, syndicat CGT,
Monsieur Christel BOISSON, syndicat CFDT,
Monsieur William GORGAS, syndicat FO.

Article 3 :

Le comité est présidé par le préfet de la Charente ou son représentant.

Les membres sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable. Chaque membre peut mandater un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvées par la moitié des membres présents ou représentés.

Article 4 :

Le comité a pour mission de créer un cadre d'échange et d'informations entre les différents représentants des collèges sur des actions menées par l'exploitant de l'installation classée, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations. En particulier, il est :

- associé à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan en application de l'article L. 515-22 du code de l'environnement. Cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés,
- informé par l'exploitant des éléments contenus dans le bilan décrit à l'article 6. L'exploitant justifie le contenu du bilan,
- avisé le plus en amont possible par l'exploitant des projets de modification ou d'extension des installations visées à l'article 1^{er},
- destinataire des rapports d'analyse critique réalisée en application de l'article 3 du décret n° 77-133 du 21 septembre 1977 relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation,
- destinataire des plans d'urgence et est informé des exercices relatifs à ces plans,
- chargé d'émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés,
 - en capacité de demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

Le président est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L 515-26 du code de l'environnement.

Sont exclues du cadre d'échange et des éléments à porter à la connaissance du comité, les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance ou à faire obstacle à l'application des mesures visées par le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990.

Article 5 :

Le comité peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés. L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3 (6°) du décret du 21 septembre 1977 relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Le comité met à l'issue de ses réunions à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes des prochains débats.

Article 6 :

Le comité se réunit une fois par an et, en tant que de besoin, sur convocation de son président.

Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée. Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

Le secrétariat du comité est organisé à l'initiative et sous la responsabilité du président.

Article 7 :

L'exploitant adresse une fois par an, au moins 15 jours avant la réunion annuelle, au comité un bilan qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût,
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article 3 (5°) du décret du 21 septembre 1977,
- les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte,
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques.

Ce bilan sera également transmis sous format numérique avec la mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

Les collectivités territoriales qui en sont membres informent le comité des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour desdites installations.

Article 8 :

La validité du mandat des membres de ce CLIC expire le 17 octobre 2009.

Les dispositions des arrêtés des 17 octobre 2006, 13 octobre 2008 et 20 octobre 2008 sont abrogées.

Article 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente, le sous-préfet de Cognac, le Chef de Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ainsi que les Directeurs des administrations mentionnées à l'article 2 sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'un affichage en mairies de Cognac et de Cherves-Richemont pendant un mois et d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ANGOULEME, le 09 février 2009

P/Le préfet,
Le secrétaire général,

Yves SEGUY